

Compte rendu du 10^{ème} Congrès de l'Internationale de l'Éducation (Buenos Aires, juillet-août 2024)

Le 10^{ème} Congrès de l'Internationale de l'Éducation s'est tenu à Buenos Aires en Argentine du 29 juillet au 2 août. Il a rassemblé plus de 1200 participants (délégués et observateurs). Avec ses 383 organisations membres, l'Internationale de l'Éducation représente 32 millions personnels de l'Éducation dans 178 pays et territoires.

Vous trouverez ci-dessous l'intervention de la FNEC FP-FO sur le rapport d'activité présenté par le Bureau exécutif, ainsi que nos interventions lors de l'étude de la résolution sur les budgets militaires et la militarisation de la jeunesse, ainsi que celle sur le massacre de la population à Gaza (annexes).



Une cinquantaine de résolutions de nature et d'orientation diverses ont été proposées par le Bureau exécutif et les organisations membres.

Il n'est pas possible d'étudier toutes les résolutions.

Soulignons la résolution : « *Lutter contre la pénurie d'enseignants* », présentée par le Bureau exécutif, qui exige des augmentations de salaires, appelle à en finir avec les contrats précaires, à éliminer le recours à du personnel sous-qualifié ou non qualifié et l'accès à une formation conduisant à une reconnaissance sur des qualifications, à garantir la liberté d'opinion et d'expression et la liberté d'association ainsi que le respect de la négociation collective et des libertés syndicales conformément aux conventions 87 et 98 de l'OIT.

Plusieurs interventions ont dénoncé avec force les politiques d'austérité et leurs conséquences sur les conditions de travail, les statuts ou les conventions collectives.

Une résolution, présentée par le NASUWT/Royaume-Uni et SADTU/Afrique du Sud rappelle que pendant la pandémie de Covid-19, plus de 1,6 milliard d'élèves ont été touchés par la fermeture d'écoles, et début 2022, plus de 616 millions d'enfants étaient encore affectés par la fermeture totale ou partielle d'écoles. Le congrès condamne « *la marchandisation accrue de l'éducation et*

les entreprises qui ont profité de la crise pour pénétrer le secteur de l'éducation et qui présentent leurs technologies de l'éducation comme une solution pour la reprise post-pandémie. »

Des résolutions évoquent la remise en cause croissante des droits syndicaux et le droit de grève, et mandatent le Bureau exécutif pour « *promouvoir des actions coordonnées avec d'autres groupes syndicaux au niveau régional et mondial pour signaler toute violation de ces droits et défendre ces droits, en particulier dans les domaines relevant de l'OIT* ».

Les libertés académiques dans l'enseignement supérieur et la recherche sont elles aussi menacées, bafouées. « *Le 10^{ème} congrès de l'Internationale de l'Education mandate le Bureau exécutif de l'IE pour mener des campagnes internationales en faveur de la défense des personnels scientifiques et de leurs institutions, contre des politiques conservatrices et néolibérales qui non seulement remettent en cause les libertés académiques et de recherche, mais aussi agissent violemment, physiquement et psychologiquement, pour empêcher les scientifiques de s'exprimer, tant dans leurs institutions que dans la société.* »

Le 10^{ème} congrès mondial de l'IE plaide avec force pour la paix

La résolution sur l'impact de la guerre sur le droit à l'instruction a suscité plusieurs interventions, notamment de la part des syndicats africains. Dans les pays du Sahel, des centaines de milliers d'enfants sont privés de tout droit à l'éducation du fait de la déstabilisation de pays et de régions entières, qui ne cesse de s'étendre, par les groupes armés terroristes et tous les trafics.



Il faut donc des mesures d'urgence pour que tous les enfants, déplacés ou non, aient accès à de vraies écoles, sécurisées, il faut les enseignants nécessaires qualifiés, et suffisamment rémunérés.



De gauche à droite : Salifou Camara (FSPE **Guinée**), Almoustapha Moussa (SYNAFEN **Niger**), Johanna Gaston (FNEC FP-FO), Halimatou Kone (SYNAFEN **Niger**), Clément Poullet (FNEC FP-FO), Lassina Moussa (SNEB **Niger**)

Intervention des grands-mères de la Place de Mai

Le 10^{ème} Congrès a rendu hommage aux mères de la Place de Mai - *site central de la ville de Buenos Aires face à la Casa Rosada où réside le pouvoir exécutif de la nation, c'est-à-dire le Président de la République* - qui manifestent tous les jeudis qui exigent de connaître la vérité sur le sort des enfants enlevés et disparus pendant la dictature argentine entre 1976 et 1983.

Coiffées d'un foulard blanc, les deux grands-mères sont revenues sur le contexte politique de cette époque et l'actuelle, tout en expliquant que les victimes étaient des étudiants, des syndicalistes, des idéalistes épris de justice sociale. Ils étaient jeunes, la plupart entre 18 et 20 ans, et bon nombre d'entre eux avaient des enfants en bas âge, qui se sont ajoutés à la liste des disparus.

Depuis plus de 40 ans, les manifestations du jeudi continuent de demander la justice pour que toute la lumière soit faite sur le sort plus de 500 bébés volés et 30 000 jeunes opposants à la dictature disparus et torturés.

Les grands-mères de la Place de Mai – toutes deux enseignantes - ont ainsi passé le message qu'il était de notre rôle de continuer de dénoncer les injustices et de manifester pour obtenir les revendications.



Dans une autre résolution présentée par le JTU/**Japon**, GEW/**Allemagne** et FLC-CGIL/**Italie**, les organisations membres de l'Internationale de l'Education ont dénoncé le fait qu'au moment où les dépenses militaires mondiales ont atteint des niveaux records, 400 millions d'enfants dans le monde vivent dans des zones de conflit ou les fuient. Rappelant la déclaration de 2009 de l'IE « *Les établissements scolaires doivent être des havres de paix* », l'IE « *s'oppose au recrutement de jeunes gens dans l'armée par le personnel de la défense nationale ou de l'armée dans les locaux scolaires. Les enseignants et enseignantes et autres personnels de l'éducation doivent disposer de l'autorité officielle pour refuser l'accès aux installations scolaires aux recruteurs.* »

La FNEC FP-FO a soutenu cette résolution et à cette occasion réaffirmé son opposition au Service National Universel (Cf. annexe).

Depuis octobre 2023, l'Internationale de l'Education a appelé à plusieurs reprises à un cessez-le-feu immédiat à Gaza, à la libération de tous les otages.

A Buenos Aires, le 10^{ème} congrès mondial de l'IE a adopté à une écrasante majorité une résolution urgente appelant à une action immédiate pour faire face à l'escalade de la famine à Gaza. La famine s'étend à l'ensemble de la bande de Gaza, et plus de 400 000 personnes sont gravement menacées.



La FNEC FP-FO a également soutenu la résolution, présentée par PPSTLL/**Liban**, ITU/**Iraq**, SNE-FDT/**Maroc**, SNESUP/**Maroc**, GUPT/**Palestine**, FGESRS/**Tunisie**, LPESPL/**Liban**, TSL/**Liban** et SNE-CDT/**Maroc** qui souligne également l'impact de la guerre sur les personnels et les étudiants, ainsi que la destruction des infrastructures éducatives à Gaza. Au 23 juillet 2024, 8 719 élèves et 397 enseignants avaient été tués, 497 des 563 écoles endommagées ou détruites, et 12 universités détruites.

Manal Hdaife de la Public Primary School Teachers' League (PPSTL/**Liban**)

La résolution reprend à son compte la résolution du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies demandant aux Etats « *de cesser la vente, le transfert et la livraison d'armes, de munitions et d'autres équipements militaires vers Israël, et se prononce pour le cessez-le-feu immédiat.* »

Les mandats de l'Internationale de l'Education réaffirmés

S'est donc confirmé, au cours de ce 10^{ème} Congrès, le mandat, donné au Bureau exécutif, de prendre toutes les initiatives nécessaires pour défendre les droits démocratiques et syndicaux, pour soutenir les mobilisations des personnels, et promouvoir la paix.

La FNEC FP-FO, conformément à ses mandats, a soutenu les prises de position en défense des intérêts matériels et moraux des personnels et salariés, contre les politiques d'austérité et de privatisation de l'instruction.

Nouveau président de l'IE

Mugwena Maluleke, enseignant, syndicaliste a été élu nouveau Président de l'Internationale de l'Éducation, après un mandat en tant que secrétaire général du South African Democratic Teachers Union (Syndicat des enseignants sud-africains démocratiques ; SADTU).



- Vice-présidente Afrique : Marième Sakho Dansokho - SYPROS (**Sénégal**)
- Vice-président Asie-Pacifique : Takashi Kajiwara - JTU (**Japon**)
- Vice-présidente Europe : Johanna Jaara Åstrand - STU (**Suède**)
- Vice-président Amérique latine : Heleno Araujo - CNTE (**Brésil**)
- Vice-présidente Amérique du nord et les Caraïbes : Becky Pringle - NEA (**États-Unis d'Amérique**)
- Secrétaire général : David Edwards - NEA (**États-Unis d'Amérique**)



Annexes :

Intervention de la FNEC FP-FO sur le rapport d'activité

Chers collègues, chers camarades,

Je vous apporte le salut de la confédération FO et de sa fédération de l'enseignement, la FNEC FP-FO.



Notre fédération approuvera le rapport d'activité présenté par le Bureau exécutif :

Parce que l'IE est restée fidèle à ses principes fondamentaux : la défense de l'éducation publique pour tous et la défense des droits syndicaux, tels que définis dans les conventions de l'OIT.

Parce qu'elle a soutenu les mobilisations des personnels pour défendre leurs droits, notamment en France, dans le cadre des mobilisations contre les deux réformes des retraites engagées par le président Macron, en 2019 et en 2023.

Parce qu'elle a milité pour l'arrêt des conflits dans le monde et en particulier pour un cessez-le-feu immédiat en Palestine et en Cisjordanie, et parce qu'elle a lancé un appel à la solidarité envers les travailleurs et les organisations syndicales confrontés à un effroyable massacre de populations civiles, dénoncé depuis des mois par les institutions internationales.

(...) Convaincue que le mouvement syndical est un élément central de la défense des travailleurs contre les conséquences de la guerre et de l'exploitation, la FNEC FP-FO a envoyé un soutien financier aux syndicats de l'IE en Palestine. Nous avons repris à notre compte le texte mis en avant par la Coordination syndicale aux Etats-Unis pour le cessez-le-feu, qui comprend notamment le NEA, l'APWU, l'AFA, le NNU, l'IUPAT, l'UAW et United Electrical – et qui se termine par : *« C'est au tour du mouvement ouvrier de faire entendre sa voix et de réclamer un cessez-le-feu. Ensemble, nous pouvons nous battre pour la paix, la justice, et un meilleur futur pour les travailleurs du monde entier. »*

En France, le président Macron a échoué à interdire les manifestations pour un cessez-le-feu, malgré les menaces et la répression. Il fait partie de ceux qui entretiennent la guerre. Il soumet la population à une économie de guerre, avec un budget militaire de 413 milliards sur 5 ans, dont il se sert pour justifier les attaques contre toutes les conquêtes sociales et les coupes budgétaires, notamment dans l'Education ou la Santé. Il tente de militariser la jeunesse en imposant le Service National Universel.

Nous ne le laisserons pas faire.

Je terminerai par le souhait que l'IE occupe toute sa place pour entraîner toutes les organisations membres dans un combat résolu et incessant pour le cessez le feu immédiat.

Merci de votre attention.

Intervention de la FNEC FP-FO sur la résolution « Education à la paix » lors du 10^{ème} Congrès de l'IE

Force Ouvrière appuie cette résolution présentée par le JTU/Japon, GEW/Allemagne et FLC-CGIL/Italie.

En tant que syndicat français nous nous sentons particulièrement concernés par cette résolution : Macron soumet la population à une économie de guerre, avec un budget militaire de 413 milliards d'euros sur 5 ans. Nous savons que la France, comme les Etats-Unis, continue de livrer des armes à Israël. Nous connaissons le bilan terrible des interventions militaires de l'Etat français pour imposer ses « intérêts » en Afrique. Macron envisage d'envoyer des soldats français sur le sol ukrainien dans une guerre qui a déjà fait des centaines de milliers de morts des deux côtés du front. Et nous savons que l'OTAN fait tout pour l'escalade.

Au même moment il veut militariser la jeunesse avec le service national universel pour transformer l'Ecole en un réservoir de recrutement pour l'armée.

Où cela nous mène-t-il ?

La guerre ce sont les bombes, les destructions, les morts et les déplacements de populations. Face à tous les gouvernements va-t-en-guerre qui prétendent hypocritement défendre la paix et la démocratie tout en démolissant les conquêtes sociales au nom des économies de guerre. Nous sommes aux côtés des jeunes ukrainiens et russes qui n'en peuvent plus de la guerre. Nous sommes aux côtés des étudiants qui se sont mobilisés dans les campus du monde entier pour un cessez-le-feu à Gaza et l'arrêt des livraisons d'armes à Israël.

En refusant l'augmentation des budgets militaires, et la camisole du militarisme, nous affirmons notre solidarité avec la jeunesse qui se mobilise pour la paix !

Je vous appelle à voter sans hésiter pour cette résolution.

Intervention de la FNEC FP-FO sur la résolution : « *La famine à Gaza s'aggrave après l'invasion terrestre de Rafah : appel à une action immédiate* »

Force Ouvrière appuie cette résolution présentée par nos camarades du **Liban**, d'**Iraq**, du **Maroc**, de **Palestine**, de **Tunisie**.

En avril dernier, nous avons vu circuler des images du camp de Rafah, où des réfugiés avaient écrit sur leurs tentes de fortune ces mots déchirants : « *merci aux étudiants de Columbia ; merci aux étudiants solidaires de Gaza* » Et nous ? quel message allons-nous leur envoyer ?

En France, au nom du soutien inconditionnel à Israël, le président Macron a envoyé la police dans les campus et les lycées pour empêcher les étudiants de se mobiliser.

L'indépendance des universitaires, les libertés d'opinion ou d'expression dans les établissements d'enseignement supérieur ont été bafouées.

Mon syndicat est intervenu pour protester contre la présence de forces de police dans les universités et pour protéger nos étudiants de toute violence policière.

Oui, la place de nos syndicats est d'être aux côtés de cette jeunesse qui se mobilise dans le monde entier pour qu'il soit mis fin au massacre de civils, pour que cesse ce génocide !

Oui, la place de nos syndicats est de mobiliser les travailleurs de l'Éducation du monde entier :

- pour le cessez-le-feu immédiat et permanent,
- pour l'arrêt des bombardements, la levée du blocus de Gaza, l'acheminement de l'aide humanitaire,
- pour l'arrêt des livraisons d'armes ou d'équipements militaires à Israël !



Clément Poulet (SG de la FNEC FP-FO) et Saed Erziqat, secrétaire général du Syndicat général des enseignants palestiniens (GUPT)